



**Visite d'Amélie Verdier – Directrice Générale de la DGFIP
à la DGE, DNEF, DVNI - le vendredi 28 juin 2024**

Madame la Directrice Générale,

Au lendemain de la brutale et inconsciente décision politique du Président Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée Nationale les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP vous ont demandé la suspension du dialogue social national jusqu'à l'issue du scrutin des élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet. En effet, comment face à l'instabilité et l'incertitude politique du moment, aborder des sujets qui ne seront probablement plus ceux de demain avec la potentielle arrivée au pouvoir du seul parti dont la caractéristique d'extrémiste a été reconnue par le Conseil d'État.

A l'annonce de votre visite dans nos 3 Directions Nationales Spécialisées, la question s'est également posée de savoir quel serait l'intérêt à ce que nous, militants ou représentants CGT du personnel, acceptions l'invitation adressée à l'ensemble des organisations syndicales des DNS d'une rencontre de...30 minutes !

Pour ne rien vous cacher, notre premier réflexe a été de se dire : à quoi bon rencontrer la Directrice Générale, d'une part parce que 30 minutes c'est peu en comparaison de l'ensemble des informations, revendications ou questions que nous souhaitons vous transmettre, et puis d'autre part à quoi bon rencontrer une Directrice Générale dont on ne sait si elle sera toujours en poste dans 10 jours.

Si nous sommes présents aujourd'hui au rendez-vous, c'est bien parce que, en toutes occasions et sans doute encore plus aujourd'hui, nous saisissons l'opportunité qui nous est faite de dénoncer, une fois de plus, la politique brutale et anti-sociale qui frappe de plein fouet une grande majorité de la population, une politique de la terre brûlée qui n'épargne que les plus riches et les puissants.

Cette politique met à mal la fonction publique et les services publics dont la population a pourtant grand besoin.

La DGFIP, quant à elle, est attaquée depuis de nombreuses années et a subi un véritable plan social avec 32 000 suppressions d'emplois en 20 ans auquel il faut ajouter le démantèlement de son maillage territorial et des services de pleine compétence depuis la mise en œuvre du Nouveau Réseau de Proximité.

Le 8 mars dernier, vous faisiez l'éloge de la DGFIP en ces termes : « D'abord, l'excellence opérationnelle de cette administration est un joyau. La DGFIP est le service public dont les Français sont le plus satisfaits, comme vient de le reconnaître une nouvelle fois le baromètre d'opinion Delouvrier. Elle est aussi reconnue pour ses facultés d'adaptation et sa capacité à porter régulièrement de nouveaux projets, en plus des chantiers essentiels de gestion quotidienne et de moyen terme qu'elle mène ».

Mais qui fait tourner les services de la DGFIP envers et contre toutes les innombrables difficultés rencontrées si ce n'est l'ensemble de ses agents et pas seulement les plus gradés d'entre eux !

Nos directions subissent, chacune dans leur domaine de compétences spécifiques, les conséquences des attaques mentionnées plus avant, conduisant à la dégradation des conditions de travail.

Les 3 DNS sont, en outre, amenées à déménager à Romainville. Initialement prévu en juin 2024, ce déménagement se réalisera finalement début 2025. Il est précisé que ce projet, comme beaucoup d'autres, s'inscrit dans la nouvelle politique immobilière de l'État (NPIE).

Les élu.e.s du personnel sont informés au fil de l'eau des avancées des travaux par les directions respectives qui précisent, à chaque problème soulevé, qu'elles ne sont responsables de rien. Les collègues interrogent, en toute légitimité, les organisations syndicales qui ne peuvent pas relayer plus que le peu qu'on leur indique. Il est beau le dialogue social !

Les grandes lignes de la NPIE sont simples : l'approche de l'occupation des locaux par l'usage, une réflexion par métiers, une meilleure appréciation du cadre de travail, un immobilier qui s'adapte, qui évolue dans le temps, une optimisation des surfaces, la chasse au gaspillage dans l'utilisation des espaces, réduire les surfaces affectées aux bureaux individuels et fermés, supprimer les cloisons opaques. Le résultat concret est simple : faire des économies de surface (en réduisant les m² dans les bureaux) et de loyer aux dépens des conditions de travail des agentes et des agents !

Actuellement, à Pantin, les DNS sont à proximité du cœur de ville et de beaucoup commerces, de petits restaurants, de très nombreux services même médicaux, du marché 2 jours par semaine, des activités culturelles de plus en plus présentes et se situent dans un environnement particulièrement calme jouxtant un parc. Une diversité de transports à proximité facilitent les déplacements.

A Romainville rien de cela n'est présent à proximité des 2 bâtiments et au contraire, nous déplorons de nombreuses nuisances (et sans doute ne sommes nous pas en mesure de les identifier toutes !). Ajoutons qu'une déchetterie se situe à proximité des bâtiments.

Avant même l'installation dans les nouveaux bureaux le manque de place pour les agents est criant alors que l'augmentation des effectifs dans les années à venir est non seulement souhaitable pour faire face à nos missions mais très probable.

Alors il ne faut pas s'étonner du mécontentement de beaucoup de nos collègues, notamment avec la présentation de certains bureaux faisant une trentaine de m² pour 6 agents, soit 5 m² seulement par agent !

A Romainville, c'est le 3^{ème} bâtiment qui ne nous est pas alloué qui est le moins mal positionné car en retrait de l'axe routier, les 2 autres étant attribués aux DNS, positionnés côté RN3 soit le côté présentant le plus de nuisances.

C'est pourquoi nous demandons que ce 3^{ème} bâtiment soit alloués aux 3 DNS afin que l'ensemble des agents de la DGE, DNEF et DVNI voient leurs conditions matérielles de travail s'améliorer contrairement à ce que prévoient les aménagements à venir.

Nous refusons par ailleurs, le travail en flex-office imposé et le télétravail obligatoire ou rendu contraint par les mauvaises conditions matérielles !

Nous souhaitons vous transmettre également quelques-unes des nombreuses problématiques rencontrées par chaque direction :

A la DGE, la hausse du portefeuille et la prise en charge de nouvelles missions ne s'est pas accompagnée de la hausse des effectifs nécessaire pour y faire face.

Outre une augmentation des effectifs dans la même proportion que l'augmentation de nos

charges, il est indispensable que la DG dote notre direction des effectifs nécessaires à la création d'une cellule de renfort permettant de faire face aux situations de chaises vides ou d'absences prolongées. Il n'y a pas une réunion avec notre Direction sans que nous transmettions ces demandes. Notre direction répond qu'elle évoque régulièrement le sujet avec la DG. **Aujourd'hui nos demandes restent sans réponse.**

De même les incessants dysfonctionnements applicatifs, y compris les BALF, entravent au quotidien les agents dans leur travail. Les conditions de travail des agents sont très dégradées et les résultats de l'Observatoire interne de la DGE le montre avec **39 % des agents qui se sentent fatigués** et 9 % seulement qui sont enthousiastes.

A la DNEF, les agents ont d'autres inquiétudes :

Le prix des hôtels et des restaurants ont nettement augmenté, notamment depuis la fin du COVID. Ainsi, les remboursements de frais de déplacements ne sont plus adaptés à ces dépenses. Nous demandons par conséquent que le remboursement des frais soit effectué au réel pour ne pas léser les collègues enquêteurs et vérificateurs.

Au sujet de la Sécurité des agents : qu'en est-il des téléphones portables à la DNEF ?

En ce qui concerne les missions de la DNEF, nous constatons une perte d'attractivité de la DNEF en concurrence avec l'ONAF, TRACFIN, URFI. La DNEF n'attire plus comme avant les agents expérimentés. De même, les agents arrivants ayant peu ou pas d'expérience à la DGFIP sont confrontés à des missions qui ne sont pas enseignées à l'ENFIP et ont tendance à regarder si l'herbe est plus verte ailleurs qu'à la DNEF.

A la DVNI, nous constatons un manque de moyen pour le contrôle et la pérennisation des effectifs.

Les renouvellements des vérificateurs et des chefs de brigade sont importants et fréquents. Ces renouvellements d'effectifs entraînent des pertes d'expériences ainsi qu'une lassitude et un découragement des vérificateurs qui restent. Ceux-ci forment continuellement des nouveaux vérificateurs.

Un alignement de la prime DVNI sur celle de la Centrale pourrait être un argument supplémentaire pour fidéliser les vérificateurs. D'autre part, les remboursements des repas et des nuitées d'hôtels ne correspondent plus aux prix pratiqués par les restaurants et les hôtels.

Par exemple, le ticket repas est à 20 € pour le midi et le soir, alors qu'un repas au restaurant le soir coûte souvent bien plus cher.

Enfin, les connexions internet, quand nous sommes en déplacement, sont souvent défectueuses. Il est fort regrettable d'avoir des applications lentes ou carrément indisponibles.

Pour les 3 DNS, la liste des besoins des agents est bien plus longue que ce que nous avons ici retranscrit. Tous attendent des réponses aux nombreux problèmes qu'ils rencontrent et que nous mentionnons à chaque déclaration liminaire de nos instances et que nos directions indiquent vous transmettre.

Enfin, pour terminer nos propos, rappelons que moins de 2 jours nous séparent de l'ouverture d'un scrutin qui peut faire basculer le pays et sa population dans des heures sombres qu'il n'a pas connu depuis le régime de Vichy. La CGT, quant à elle, toujours fidèle à ses valeurs et à son histoire, mettra toutes ses forces dans la bataille pour ouvrir **des perspectives de progrès social**.

cgt.dge@dgfip.finances.gouv.fr / cgt.dnef@dgfip.finances.gouv.fr / cgt.dvni@dgfip.finances.gouv.fr